



BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 5 – Juillet 2007



IRIS

EDITIONS



LE BAROMETRE CONJONCTUREL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Trimestriel • Juillet 2007

Tous droits réservés

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Christine Servaty

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 36 15 – F 02/800 38 06

email cservaty@mrbc.irisnet.be

© 2007 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 36 15 – F 02 800 38 06

Editions IRIS – D/2007/6374/163



9 789078 580010

ISBN 9078580011



Table des matières

RÉSUMÉ	4
1. INDICATEURS CONJONCTURELS À BRUXELLES	5
1.1. Evolution de l'indicateur coïncident de l'activité économique	5
1.2. Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique	5
1.3. Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail	7
2. TABLEAUX DE BORD	8
2.1. Contexte international	8
2.2. Développements macroéconomiques nationaux et régionaux	11
2.3. L'économie bruxelloise	14
2.4. Marché du travail	16
2.5. Recherche et développement	20
2.6. Environnement	21
3. CARACTÉRISTIQUES DE BRUXELLES	23

Cycle conjoncturel du chômage



Cycle conjoncturel du PIB régional



Prévisions à trois mois

Composante conjoncturelle du chômage	
Chômage DEI	
Composante conjoncturelle de l'activité économique	

Les estimations et commentaires se basent sur les informations disponibles en date du 30 juin 2007

Résumé

- La croissance économique mondiale devrait connaître pour 2007 un certain ralentissement sous l'effet de la baisse de la conjoncture aux Etats-Unis. La récession sur le marché de l'immobilier devrait continuer à modérer la croissance américaine en 2007. La croissance du commerce international restera cependant soutenue grâce aux pays émergents et particulièrement grâce à la Chine. Au sein de la zone euro, les dernières prévisions d'Eurostat tablent sur une croissance de 2,6%. Les évolutions favorables du marché de l'emploi et la bonne tenue des exportations devraient, entre autres, assurer une croissance meilleure que prévue. Ce scénario international reste toutefois sujet aux craintes inflationnistes, tant aux Etats-Unis qu'en Europe.
- Les prévisions pour l'économie belge en 2007 demeurent bonnes : la croissance devrait se situer aux alentours de 2,3% à 2,5%. C'est en dessous des 3% atteints en 2006 car l'environnement international est moins porteur que l'an passé. Mais, en partie grâce à la bonne situation du marché du travail et aux investissements des entreprises, sa croissance restera soutenue.
- En Région de Bruxelles-Capitale, comme le prévoyait l'indicateur composite avancé de l'économie des précédents baromètres, la série de référence montre, pour la première fois depuis le second semestre de 2006, une légère remontée de l'activité économique. En outre, notre indicateur avancé reste orienté à la hausse. Ceci laisse présager une période de conjoncture plutôt favorable pour les mois à venir.
- Au niveau du marché du travail bruxellois, le premier semestre 2007 a été caractérisé par une baisse du nombre de DEI. Pour la seconde moitié de l'année, l'indicateur composite avancé présente une orientation à la hausse. On ne s'attend dès lors pas à une réduction de la composante cyclique du nombre de demandeurs d'emploi à l'horizon fin 2007.

I. Indicateurs conjoncturels à Bruxelles

I.1. Evolution de l'indicateur coïncident de l'activité économique

L'indicateur composite coïncident de l'activité économique donne un aperçu de l'évolution actuelle de l'activité dans la Région de Bruxelles-Capitale, sur la base de données mensuelles. La disponibilité sur une période plus récente de cet indicateur "coïncident" permet de prolonger le cycle du produit intérieur brut (PIB) régional jusqu'au début de l'année 2007.

Afin de calculer cet indicateur, nous utilisons les composantes conjoncturelles des secteurs qui présentent l'évolution cyclique la plus semblable à celle du PIB régional. Cet indicateur "coïncident" a

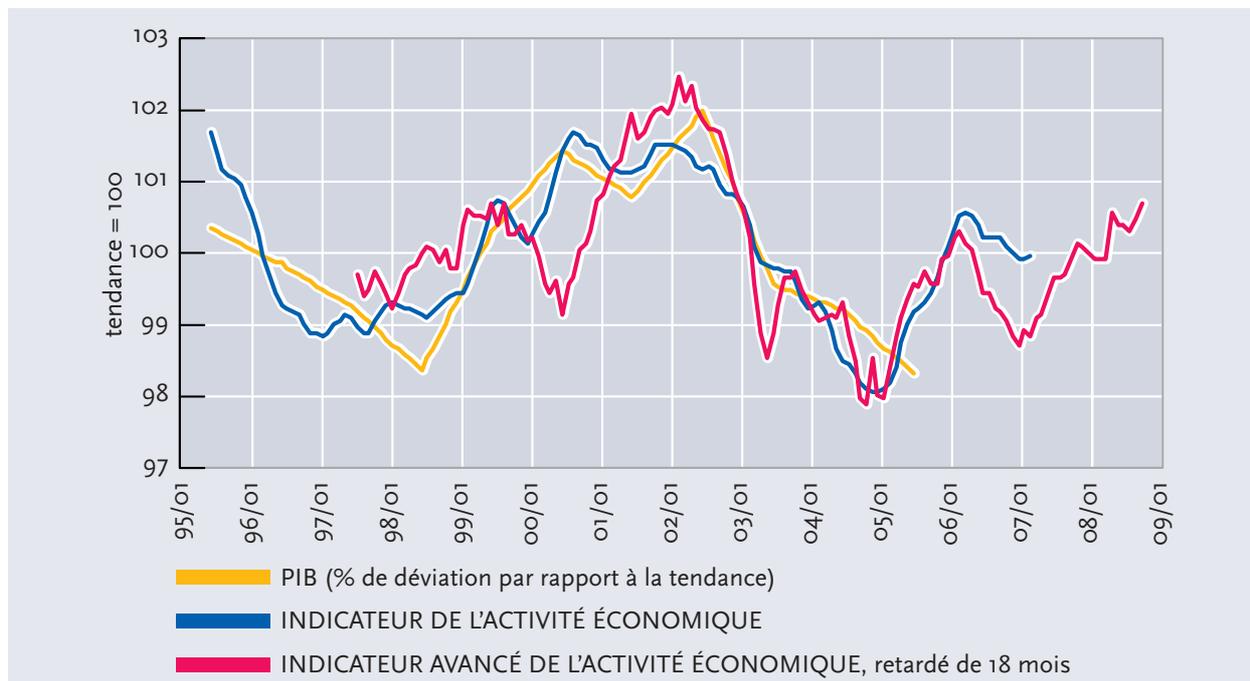
été construit de façon à refléter la structure, de la Région de Bruxelles-Capitale fortement spécialisée dans les services. Il agrège les évolutions conjoncturelles du chiffre d'affaires de cinq activités tertiaires, à savoir, le commerce de gros, le transport urbain et routier, les postes et télécommunications, les activités informatiques et, enfin, les services aux entreprises. Comme l'indicateur composite obtenu concorde avec le cycle conjoncturel du PIB de la région, il peut servir de série de référence. Ensuite, la série de référence est utilisée pour l'établissement de l'indicateur avancé de l'activité économique.

I.2. Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique

L'indicateur avancé de l'activité économique anticipe la série de référence de l'activité économique d'environ 18 mois. Il est construit sur base du cycle conjoncturel de deux séries. Il s'agit premièrement de la prévision des entrepreneurs du secteur des services aux entreprises concernant la demande générale, d'après l'enquête de la Banque Nationale de Belgique (BNB). Deuxièmement, c'est l'indice des entrées de commandes dans l'industrie selon le SPF Economie qui est pris en compte. Ces deux statistiques ont été choisies car elles sont disponibles mensuellement et rapidement, elles sont pertinentes économiquement et elles ont un caractère précurseur.

Les 18 mois d'avance de cet indicateur sur la série de référence reflètent raisonnablement le temps qu'une prévision de demande ou qu'une nouvelle commande se matérialise et se traduise in fine en une vente inscrite dans les déclarations de TVA. En théorie, le cycle de l'activité économique peut donc faire l'objet d'une prévision à plus d'un an. Néanmoins, la prudence dans l'utilisation de cet outil récent et la plus grande incertitude liée aux dernières observations nous invitent à nous focaliser en priorité sur l'évolution attendue pour le trimestre à venir.

GRAPHIQUE 1: Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale



Source: ICN, SPF Economie-DGSIE, BNB et calculs propres.

Le graphique 1 superpose le cycle conjoncturel du PIB régional, l'indicateur "coïncident" qui le reflète et l'indicateur avancé (décalé de 18 mois) qui l'anticipe.

On constate qu'historiquement l'indicateur avancé et l'indicateur de l'activité économique convergent, et particulièrement après l'année 2000. La période de forte croissance du PIB bruxellois (2000-2002) ainsi que celle de l'important ralentissement jusqu'en 2005 sont bien représentées.

Même si, en termes réels, le ralentissement enregistré en 2005 est relativement moins marqué en Région bruxelloise que dans le Royaume, selon la comptabilité nationale (chiffres provisoires de 2005), la croissance du PIB a connu une sérieuse diminution. Ce ralentissement moins marqué en Région de Bruxelles-Capitale peut s'expliquer par deux éléments. D'une part, la Région se trouvait déjà en 2004 dans un creux conjoncturel plus profond que celui du Royaume. D'autre part, la reprise a eu lieu plus tôt à Bruxelles (dès le début d'année 2005) tandis que le retournement conjoncturel ne

s'est opéré que vers la mi-2005 au niveau national selon la courbe synthétique globale de la BNB.

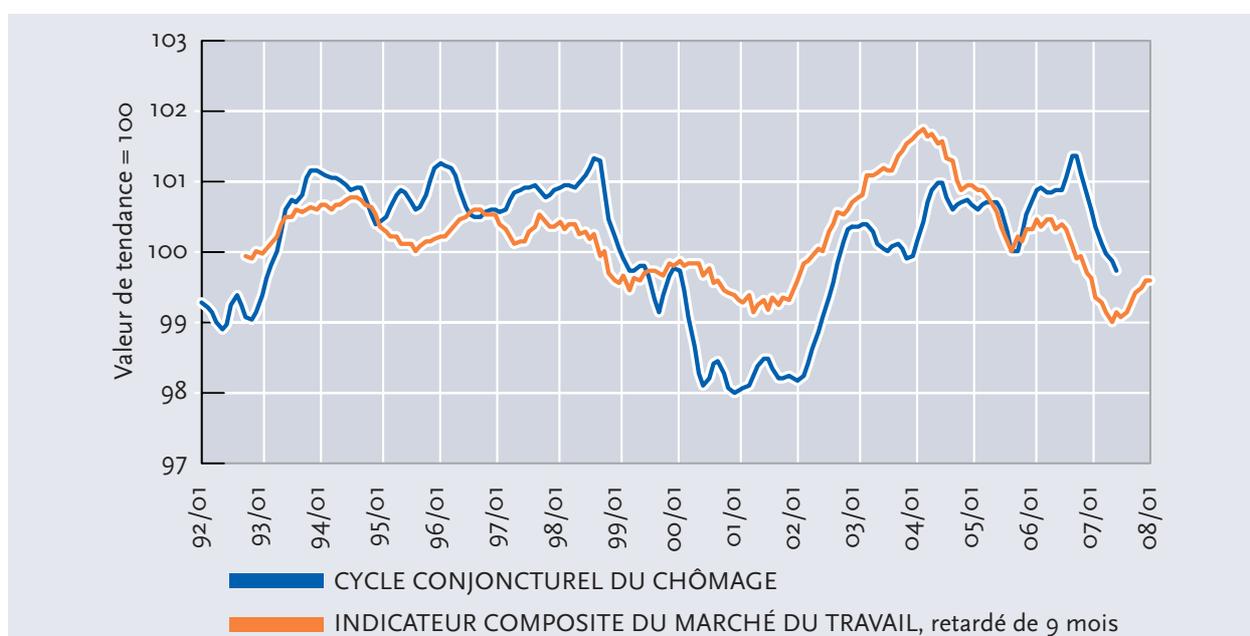
Ce net regain conjoncturel bruxellois reflèterait donc, comme on l'estime d'ailleurs au niveau national, une croissance du PIB importante en 2006. Dès le deuxième trimestre de 2006, la courbe conjoncturelle baisse à nouveau. En moyenne annuelle, la reprise se prolonge néanmoins jusqu'à la mi-2006. Conformément aux estimations nationales de PIB, la fin de l'année 2006, voire le second semestre pour Bruxelles, se présente plutôt en demi-teinte. Mais, comme le prévoyait l'indicateur composite avancé de l'économie dans les précédents baromètres, l'activité économique à Bruxelles a amorcé une reprise au début de cette année. En effet, la série de référence remonte pour la première fois depuis le second semestre de 2006. De plus, l'orientation à la hausse de l'indicateur avancé de la conjoncture laisse présager une période de conjoncture plutôt favorable pour les mois à venir. La fin de l'année 2007 pourrait toutefois être marquée par un léger fléchissement temporaire.

1.3. Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail

L'indicateur avancé du marché du travail permet de prévoir l'évolution conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi innocupés en Région de Bruxelles-Capitale. Son caractère prévisionnel optimal est estimé à neuf mois. Deux séries lissées et désaisonnalisées composent cet indicateur. La première est l'indice Federgon qui rend compte de l'évolution de l'activité intérimaire en Belgique, l'intérim étant réputé réagir relative-

ment vite aux changements dans la demande de travail. La seconde série est le nombre d'emplois vacants reçus et gérés par Office Régional Bruxellois de l'Emploi (ORBEm) qui donne également un signal précoce de l'évolution de la demande. Les dernières données récoltées concernent le mois d'avril pour l'indice Federgon et le mois de mai pour le nombre de postes vacants reçus par l'ORBEm.

GRAPHIQUE 2: Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi innocupés en Région de Bruxelles-Capitale



Source: ORBEm, Federgon et calculs propres.

La composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emplois innocupés dans la Région de Bruxelles-Capitale est présentée sur le graphique 2. Celui-ci compare ce chiffre avec notre indicateur avancé du marché du travail décalé de 9 mois.

Dans la foulée du second semestre 2006, le premier trimestre 2007 a été marqué par une réduction du nombre de demandeurs d'emplois (-2,6%).

C'est la tranche d'âge des moins de 25 ans qui a enregistré la baisse la plus importante (-10,8%). L'indicateur avancé anticipait par ailleurs cette baisse. Toutefois, ce mouvement baissier ne devrait pas perdurer. En effet, pour le second semestre 2007 nos prévisions ont peu évolué depuis la dernière publication. Un rebond conjoncturel du chômage est toujours attendu malgré nos prévisions d'une activité économique plutôt favorable.

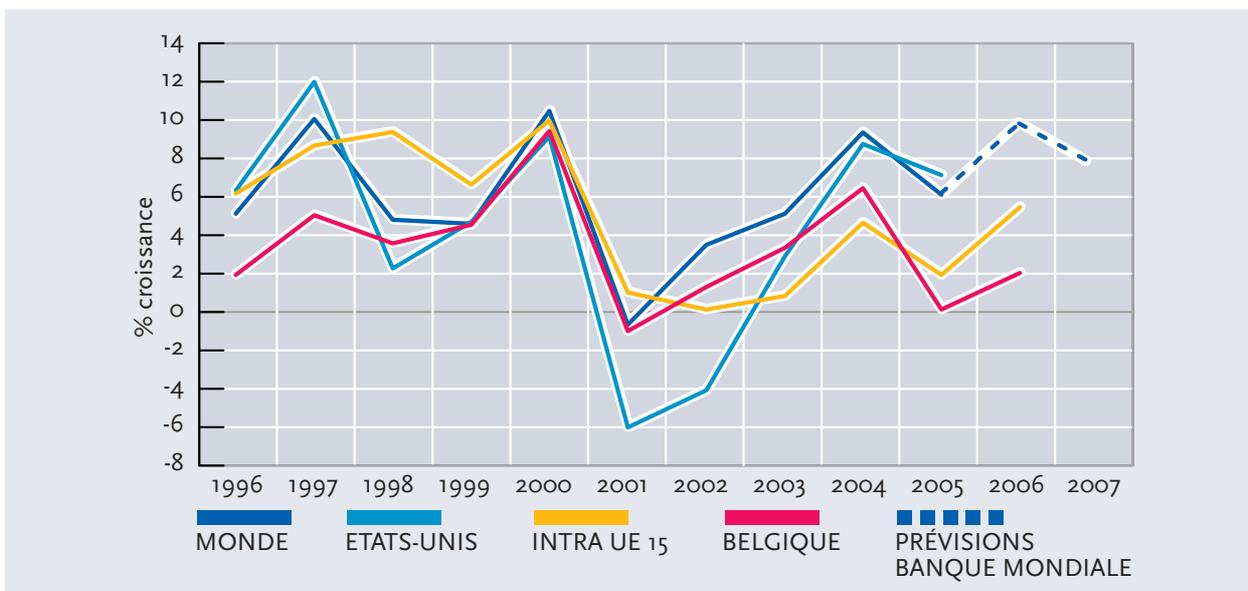
2. Tableaux de bord

2.1. Contexte international

2006 est la quatrième année consécutive de forte croissance de l'économie mondiale, soutenue notamment par l'évolution favorable du commerce international et la vigueur des économies émergentes dont la Chine particulièrement avec ses 10% de croissance annuelle. Selon l'OCDE, on assiste à un "rééquilibrage de la croissance économique mondiale" entre les différentes zones géographiques.

Alors qu'en 2006 le commerce mondial a atteint des sommets, pour 2007, celui-ci devrait connaître un rythme de croissance moins soutenu en raison essentiellement du ralentissement américain. Les perspectives tant de l'OCDE que de la Banque Mondiale restent toutefois très optimistes avec des taux avoisinant les 7-8% de croissance annuelle pour 2007 et 2008.

GRAPHIQUE 3: Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 – 2007



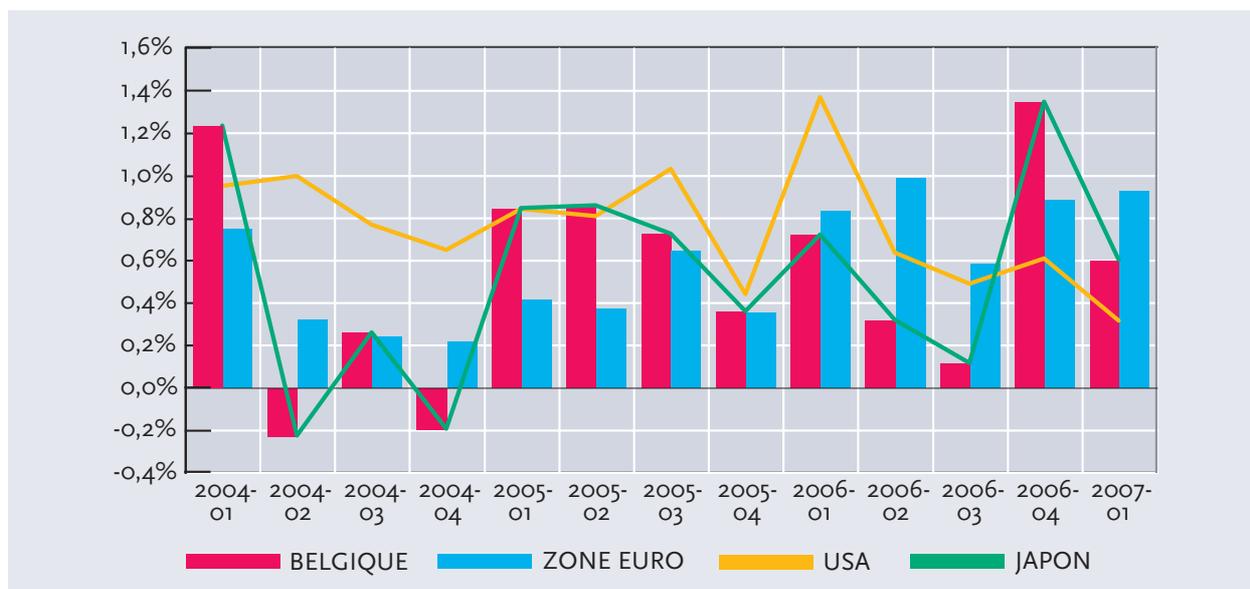
Source: Eurostat, BNB, OMC, Banque mondiale.

Fin 2006, l'horizon conjoncturel aux Etats-Unis semblait quelque peu brouillé par le retournement sur le marché immobilier. En effet, la dégradation dans le secteur du logement a contribué à réduire fortement la croissance américaine. En Europe, le relèvement de la TVA en Allemagne, locomotive de l'économie européenne, laissait présager un tassement des dépenses de consommation et de biens durables. Toutefois, dynamisée par une nette accélération de la croissance en Italie et en France, la zone euro a terminé l'année 2006 avec un rebond conjoncturel portant le niveau annuel moyen

à 2,7%. La croissance nipponne, quant à elle, s'est fortement ralentie au deuxième et troisième trimestres de 2006, pour finir sur une note nettement plus positive.

Pour 2007 et 2008, les perspectives pour l'économie mondiale apparaissent positives. La progression du PIB mondial devrait être de 4,8% en 2007 et 2008 selon les dernières prévisions économiques de printemps de la Commission européenne. Les pays émergents d'Asie et la Russie seraient de nouveau le principal moteur de l'économie mondiale.

GRAPHIQUE 4: Evolution du PIB en volume chaîné*



Source: Eurostat

* Croissance à un trimestre d'intervalle, données désaisonnalisées et corrigées des effets calendaires, années de référence 2000 (au taux de change de 2000).

Au premier trimestre 2007, l'économie US a continué sa phase de ralentissement causée principalement par la récession sur le marché résidentiel et ses conséquences en termes de pertes d'emplois, de stock d'inventus et de consommation intérieure. Celle-ci devrait continuer à modérer la croissance en 2007. Selon Eurostat, la croissance américaine n'a été que de 0,2% par rapport au trimestre précédent contre 0,6% au quatrième trimestre 2006. L'activité économique américaine devrait toutefois retrouver un peu de tonus au second semestre. En base annuelle, la croissance US devrait atteindre 2,2% en 2007, soutenue par l'évolution favorable de l'emploi -le taux de chômage fluctuant autour des de 4,5% depuis septembre 2006, la stabilité des taux d'intérêts et la bonne santé financière des entreprises.

L'économie japonaise confirme l'amélioration de sa situation conjoncturelle engagée fin 2006. Son PIB a ainsi augmenté de 0,6% au premier trimestre, après +1,2% au trimestre précédent. Les exportations et la consommation des ménages ont contribué à stimuler la demande alors que les investissements sont en net repli.

Pour la zone euro, les estimations trimestrielles d'Eurostat tablent sur une croissance de 0,6% au

premier trimestre 2007 contre 0,9% au quatrième trimestre de l'année 2006. Portée par l'amélioration continue du marché de l'emploi et du dynamisme de l'activité industrielle, la croissance européenne reste vigoureuse. L'emploi a ainsi progressé et le chômage a diminué pour s'afficher à 7,1% en avril 2007 (contre 7,2 en mars), soit le taux le plus bas depuis plus de 15 ans. Par ailleurs, les exportations en dehors de la zone euro restent soutenues par la forte demande des pays émergents (Europe de l'Est et Asie). En Allemagne, la consommation intérieure semble s'être remise de la hausse de la TVA d'après les derniers chiffres des ventes de détails publiés par l'Office allemand des statistiques. En base annuelle, la croissance de la zone euro devrait atteindre 2,6% en 2007. Par rapport aux prévisions de l'automne, ce niveau de croissance implique une révision à la hausse de 0,5 points de pourcentage. Pour la première fois depuis 2001, la zone euro pourrait ainsi réaliser une performance supérieure à celle des Etats-Unis.

Sur le plan de la politique monétaire, sans grande surprise, la Banque Centrale Européenne (BCE) a procédé le 6 juin dernier à un relèvement de son principal taux directeur d'un quart de point, portant ce dernier à 4%. La BCE a effectué son huitième resserrement monétaire en un an et demi, continuant

ainsi le cycle engagé en décembre 2005. Les risques inflationnistes en zone euro notamment liés à une nouvelle poussée du prix du pétrole et à la crainte d'une augmentation de la masse salariale plus forte que prévue, ont poussé l'autorité à un nouveau tour de vis monétaire. Toutefois, selon les déclarations de Jean-Claude Trichet, Président de la BCE, la politique monétaire reste "plutôt accommodante", c'est à dire que les taux sont suffisamment bas pour stimuler la croissance. Les marchés s'attendent à une nouvelle hausse en septembre de cette année.

Aux Etats-Unis, la Federal Reserve a laissé son principal taux directeur inchangé à 5,25%. Alors qu'au début de l'année les marchés financiers s'attendaient à un relâchement monétaire afin de contrebalancer l'impact négatif du marché immobilier sur la croissance, le risque de l'inflation réapparaissait début juin, laissant planer le doute sur une possible nouvelle augmentation du taux en 2007.

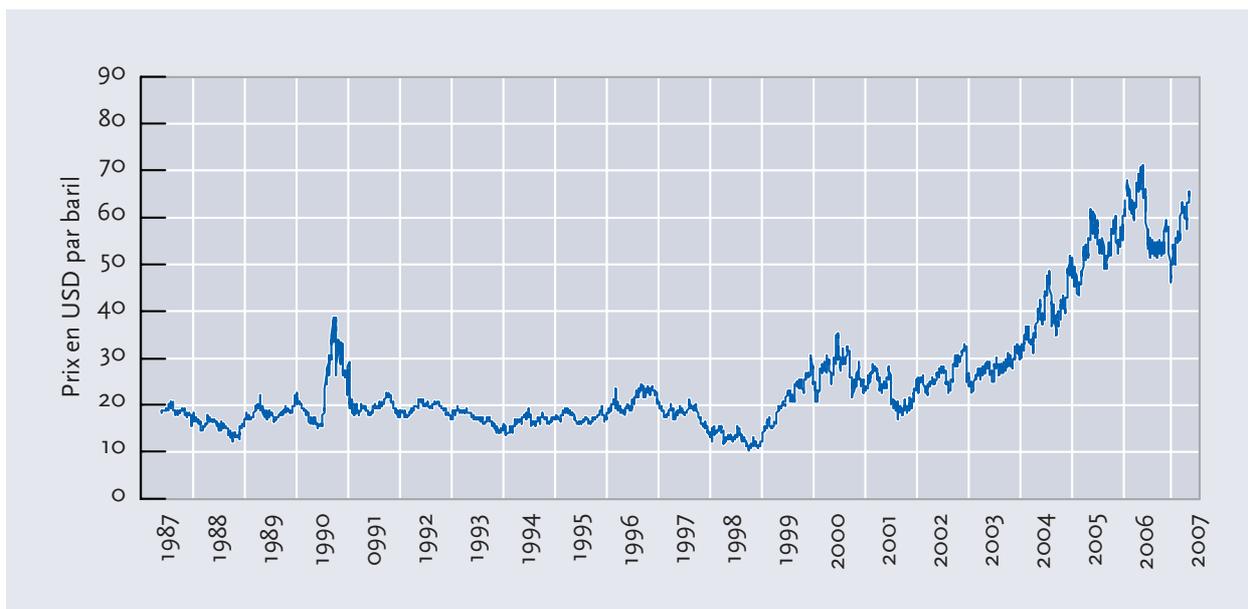
TABLEAU 1: Evolution du cours de change de l'US dollar par rapport à l'Euro

	US dollars par euro	
	Moyenne de la période	Fin de la période
2006-12	1,3213	1,3170
2007-01	1,2999	1,2954
2007-02	1,3074	1,3211
2007-03	1,3242	1,3318
2007-04	1,3516	1,3605
2007-05	1,3511	1,3453
2007-06	1,3419	1,3505

Source: BCE.

Au niveau des marchés des changes, le premier trimestre a été marqué par un raffermissement de la monnaie européenne. Sous couvert d'un ralentissement au Etats-Unis et du déficit courant toujours persistant, l'attractivité de l'Euro s'est vue renforcée, poussant le taux de change début mai à plus de 1,36 dollar pour 1 euro. Au 29 juin, il était redescendu à 1,33 dollar. Les prévisions du taux de change sont pour le moins contrastées en raison de l'incertitude qui pèse sur les futures orientations de la politique monétaire américaine.

GRAPHIQUE 5: Evolution du prix du pétrole brut



Source: U.S. Department of Energy, Energy Information Administration.

L'évolution du prix du pétrole brut est présentée dans le tableau 5. Malgré quelques fluctuations conjoncturelles, le prix du pétrole est clairement orienté à la hausse depuis le début des années 2000. La forte croissance des pays émergents, et singulièrement la Chine, les tensions géopolitiques et la menace d'attentats terroristes pouvant affecter les capacités de raffinage et d'approvisionnement ont mis le prix du brut sous pression constante.

Fin 2006, le prix du pétrole avait amorcé une descente pour atteindre 49\$ début 2007. Toutefois, la reprise ne s'est pas fait attendre. En effet, dès la mi-février les prix sont repartis à la hausse. En mai, sous la conjonction d'une baisse importante de la production au Nigeria, des craintes sur les stocks de réserves d'essence aux Etats-Unis et de l'approche de la grande saison des déplacements automobiles aux USA, le baril de brut a atteint les 70dollars. Au 29 juin, le baril s'échangeait à 72,22 dollars.

2.2. Développements macroéconomiques nationaux et régionaux

En 2006, l'activité économique en Belgique a été soutenue par une demande intérieure et étrangère dynamique (croissance annuelle de l'ordre de 3%¹). Après deux trimestres particulièrement favorables, la conjoncture s'est ralentie dans la deuxième partie de l'année. On observe également ce ralentissement à Bruxelles. Bien que l'environnement international soit moins porteur que l'an passé, la croissance belge attendue pour 2007 reste bonne grâce, en partie, à la bonne situation du marché du travail et à une croissance encore soutenue des investissements des entreprises. Mais la croissance du PIB ne devrait plus atteindre que 2,3% selon le Bureau Fédéral du Plan (BFP) (voir tableau 2) et 2,5% selon BNB.

En Belgique, la croissance des exportations de biens et services passe de 3,7% en 2006 à 6,4% en 2007. La croissance des importations de biens et services augmente également : de 3,8% en 2006 à 6,4% en 2007. Au final, les exportations nettes se situaient en 2006 à 2,9% du PIB, elles devraient remonter en 2007 à 3,2% du PIB. Selon les esti-

mations plus récentes de la BNB, la contribution du commerce extérieur pourrait même être supérieure, en vertu d'une prévision de croissance des exportations, certes plus faible mais dépassant plus nettement celle des importations. Ceci explique la prévision plus favorable du PIB par cette institution. Cependant, tant le BFP que la BNB soulignent que les marchés potentiels à l'exportation augmentent plus rapidement que les exportations. La Belgique devrait connaître une persistance des pertes de parts de marché.

En 2006, la consommation privée des ménages a été fortement stimulée par trois facteurs principaux : la hausse des rémunérations due à l'évolution positive de l'emploi, la réforme fiscale et le redressement du taux d'épargne des particuliers. En 2007, la rémunération des salariés devrait continuer à progresser, les taux d'intérêts devraient se relever et, au total, le pouvoir d'achat des particuliers devrait continuer de croître mais de manière moins soutenue. La croissance de la consommation privée devrait donc légèrement diminuer tout en restant à un niveau élevé.

¹ Annexe statistique des perspectives économiques 2007-2012 du Bureau Fédéral du Plan.

TABLEAU 2: Taux de croissance annuelle du PIB à prix constants : comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'UE-15

	Région de Bruxelles-Capitale	Belgique	UE-15
2000	3,5	3,7	3,9
2001	1,9	0,8	1,9
2002	3,4	1,5	1,1
2003	0,3	1,0	1,1
2004	2,0	3,0	2,3
2005	1,6	1,1	1,5
2006(e)		3,0	2,8 (0,1)
2007(e)		2,3 (0,1)	2,7 (0,5)
2008(e)		2,2	2,5 (0,2)

(e) Estimations. Entre parenthèses: différence par rapport au dernier baromètre.
Source: Eurostat, ICN, BNB.

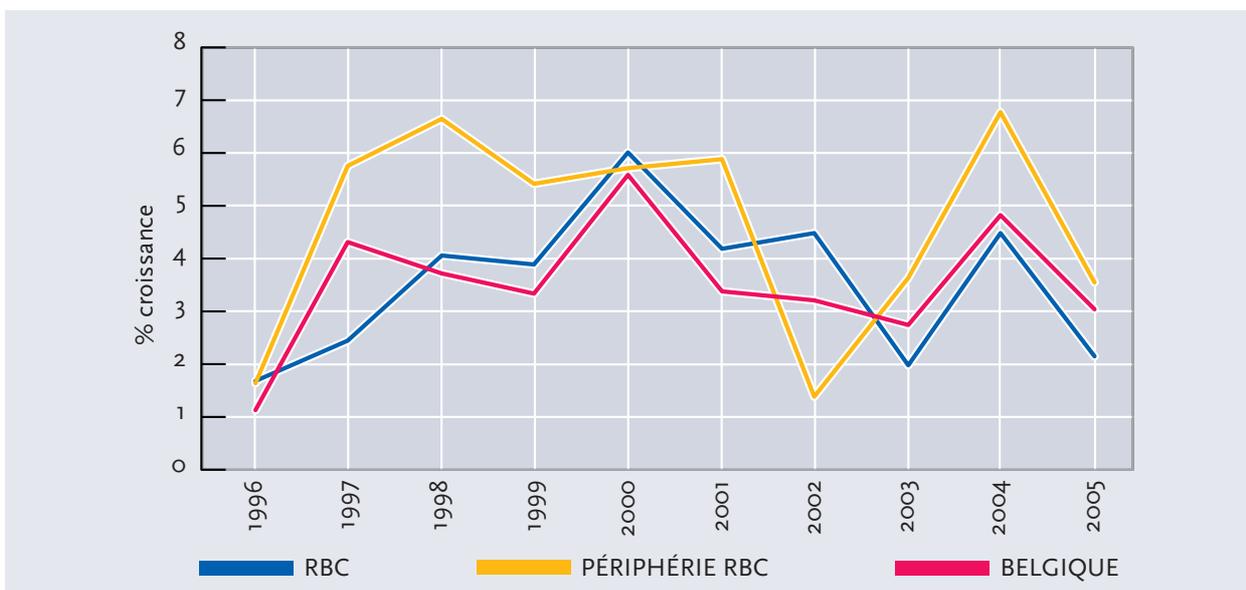
En Région de Bruxelles-Capitale, la croissance du PIB à prix courants en 2005 (estimation non définitive) selon l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) s'est avérée moins bonne (2,3%) qu'en moyenne dans le pays (3,1%). Cependant, la structure sectorielle largement tertiaire de l'économie bruxelloise semble l'avoir rendue moins sensible à la hausse des prix enregistrée en 2005. Dès lors, comme le montre le tableau 2, à prix constants, la Région a connu une croissance de son PIB plus favorable (1,6%) que le Royaume dans son ensemble (1,1%).

Cela n'empêche que la Région bruxelloise a suivi, en 2005, la croissance économique plutôt morose des niveaux national et international. La région est marquée par la conjoncture internationale puisque c'est une petite économie ouverte très orientée vers les services. Notons que l'activité économique bruxelloise de 2005 a surtout été affectée par la croissance négative dans les activités financières et, dans une moindre mesure, par un ralentissement de l'activité

dans la branche des transports et des communications, moteur important de l'économie bruxelloise durant la dernière décennie.

Par ailleurs, les caractéristiques sectorielles propres à Bruxelles peuvent sans doute aussi expliquer le décalage entre le profil conjoncturel de la Région et celui du Royaume. Ainsi, en 2001 et 2002, Bruxelles poursuivait sa croissance à un rythme plus soutenu que le reste de la Belgique (cf. graphique 6). En 2003, la valeur ajoutée bruxelloise a chuté brutalement et ne s'est pas aussi bien rétablie en 2004. Dès 2005, nous aurions pu attendre une légère reprise en moyenne annuelle sur base des indicateurs composites du premier chapitre de ce baromètre. Cette reprise ne semble pas s'être confirmée, même si la Région bruxelloise affiche une meilleure performance que le Royaume à prix constants. En termes de croissance du PIB, la reprise devrait donc vraisemblablement apparaître en 2006 et se poursuivre en 2007.

GRAPHIQUE 6: Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie* et en Belgique



* La périphérie est définie comme le Brabant wallon et le Brabant flamand.

Source: ICN.

Depuis quelques années, la croissance économique de la périphérie bruxelloise reste globalement plus élevée que celle de la Région bruxelloise au sens strict ou même du Royaume (voir graphique 6). Malgré la conjoncture défavorable en 2005, le taux de croissance de la valeur ajoutée à prix courants des deux Brabant s'est ainsi élevé à 3,6% (contre 2,2% pour Bruxelles et 3,1% pour le Belgique). Ces arrondissements limitrophes de la Région bruxelloise, à

savoir Louvain, Hal-Vilvorde et Nivelles, disposent de plus grands espaces de développement et peuvent notamment accueillir une production à caractère plus industriel. Ces arrondissements présentent un profil de croissance caractérisé par des variations annuelles plus marquées. Enfin, on note également qu'en comparaison des années précédentes, les taux de croissance de la périphérie et de la Région bruxelloise évoluent dans le même sens depuis 2004.

• Inflation

TABLEAU 3: Evolution de l'indice des prix à la consommation

	Indice (2004 = 100)	Taux de croissance annuelle (%)
2006-10	104,8	1,2
2006-11	105,0	1,5
2006-12	105,2	1,6
2007-01	105,2	1,7
2007-02	105,8	1,8
2007-03	105,8	1,8
2007-04	106,3	1,8
2007-05	106,1	1,3
2007-06 (e)	106,6	1,7
2007-07 (e)	106,9	1,7
2007-08 (e)	107,0	1,7
2007-09 (e)	107,1	2,0

(e) Estimations.

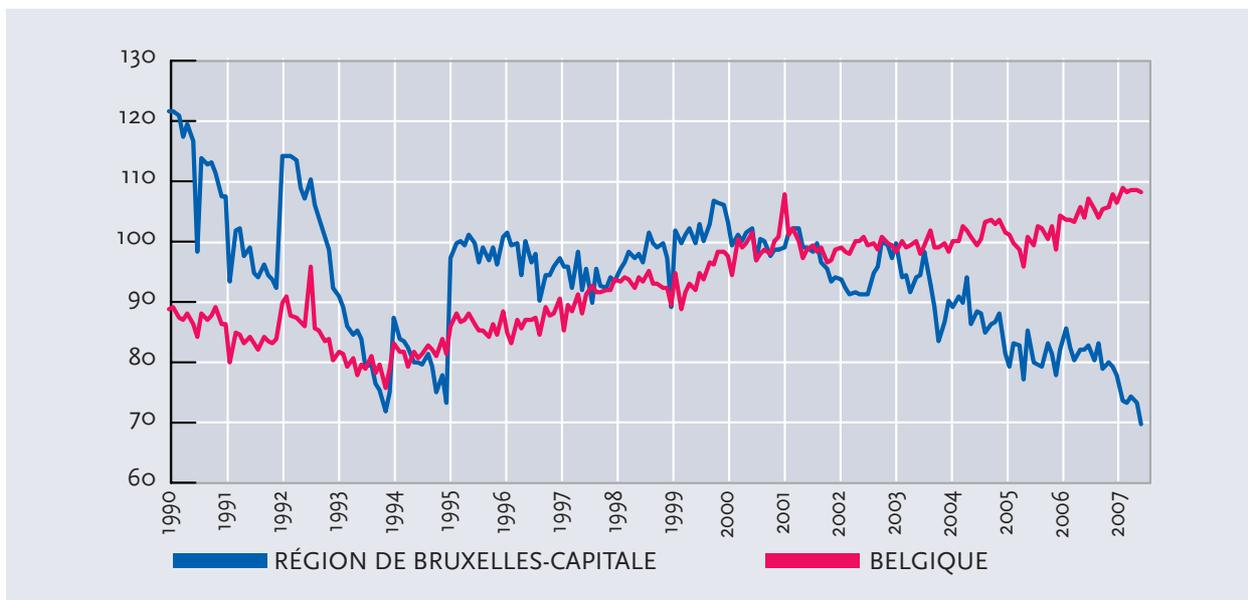
Source: Bureau Fédéral du Plan.

Les informations régionales relatives aux prix sont généralement reprises de statistiques nationales compte tenu de l'étroitesse du territoire, des flux économiques qui traversent les différentes régions et des mécanismes communs d'indexation. Les pressions inflationnistes devraient rester modérées cette année. Selon les perspectives 2007-2012 du BFP, l'inflation devrait se stabiliser en 2007 à 1,8%, comme en 2006. Cependant, l'inflation est en augmentation depuis la moitié de l'année et devrait repasser la barre des 2% à partir de septembre. Par rapport au baromètre précédent, le BFP prévoit le dépassement de l'indice pivot plus tard que prévu à savoir octobre 2007.

2.3. L'économie bruxelloise

• La production industrielle

GRAPHIQUE 7: Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (indices 2000=100)



Source: SPF Economie - DGSIE.

Le graphique 7 représente les indices de la production industrielle publiés par le SPF Economie en Belgique et à Bruxelles. Malgré une reprise importante de la production industrielle en Belgique depuis 2005, la tendance bruxelloise est toujours orientée à la baisse. Le caractère urbain de la Région bruxelloise la prédispose bien sûr peu à un développement de l'industrie, mais sur ce graphique, on voit que le décrochage ne cesse de grandir entre la Région bruxelloise et le Royaume en termes de production et particulièrement ces derniers mois.

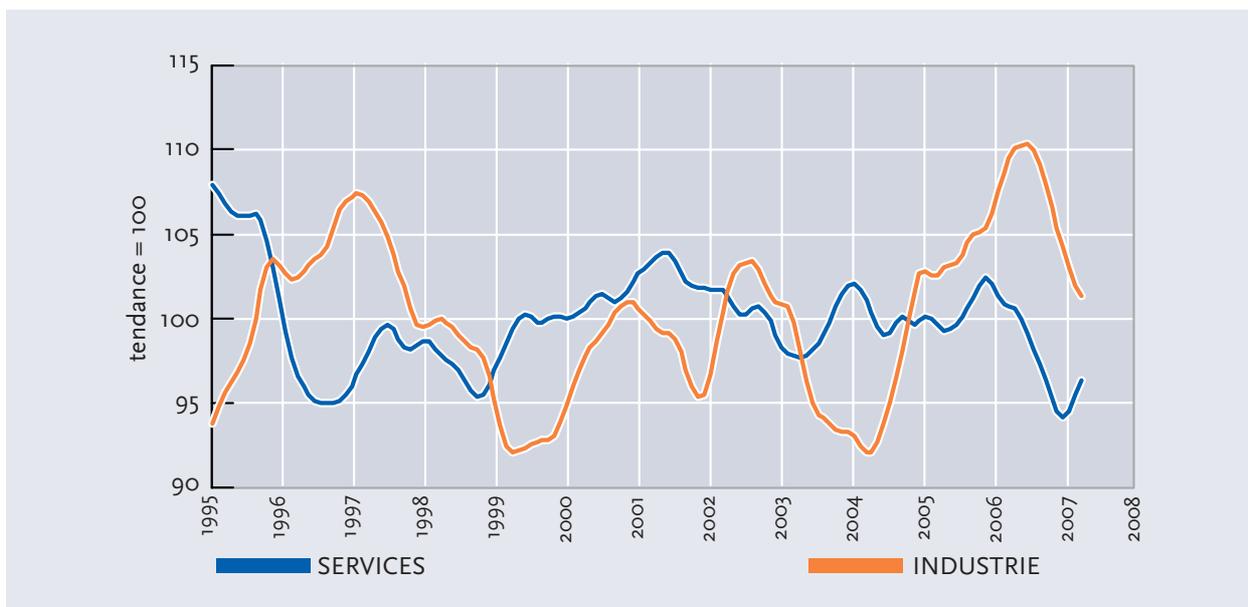
Depuis 2005, la courbe de production industrielle bruxelloise se situait au niveau le plus bas de cette dernière décennie. La stabilisation à ce niveau laissait entrevoir une reprise, mais c'était sans compter sur la cessation temporaire des activités de VW Forest qui a entraîné une diminution de la production à la fin de l'année 2006. Rien que pour l'industrie bruxelloise des fabrications métal-

liques, l'indice de production est passé de 79 en octobre à 41 en décembre. Ce chiffre confirme la chute du rythme de production et du taux d'utilisation des capacités de production de décembre 2006 annoncée par les entreprises belges du secteur automobile dans l'enquête de conjoncture de la BNB. Depuis lors, cet indice de production pour l'industrie bruxelloise des fabrications métalliques fluctue légèrement aux alentours de 50 sur les 3 premiers mois de l'année 2007 pour redescendre à 40 en avril 2007.

Or, la branche de l'industrie automobile (NACE 34) représente directement 7,8% de la valeur ajoutée de la région. Sur base d'une analyse des relations inter-industrielles, le dossier présenté dans le baromètre précédent concluait à un impact sur l'ensemble du processus de production pouvant aller jusqu'à 0,9% de la valeur ajoutée bruxelloise et jusqu'à une perte de près de 6 600 emplois sur le territoire bruxellois.

- Les services

GRAPHIQUE 8: Cycle conjoncturel du chiffre d'affaires réel dans les services et dans l'industrie



Source: SPF Economie-DGSIE, calculs propres.

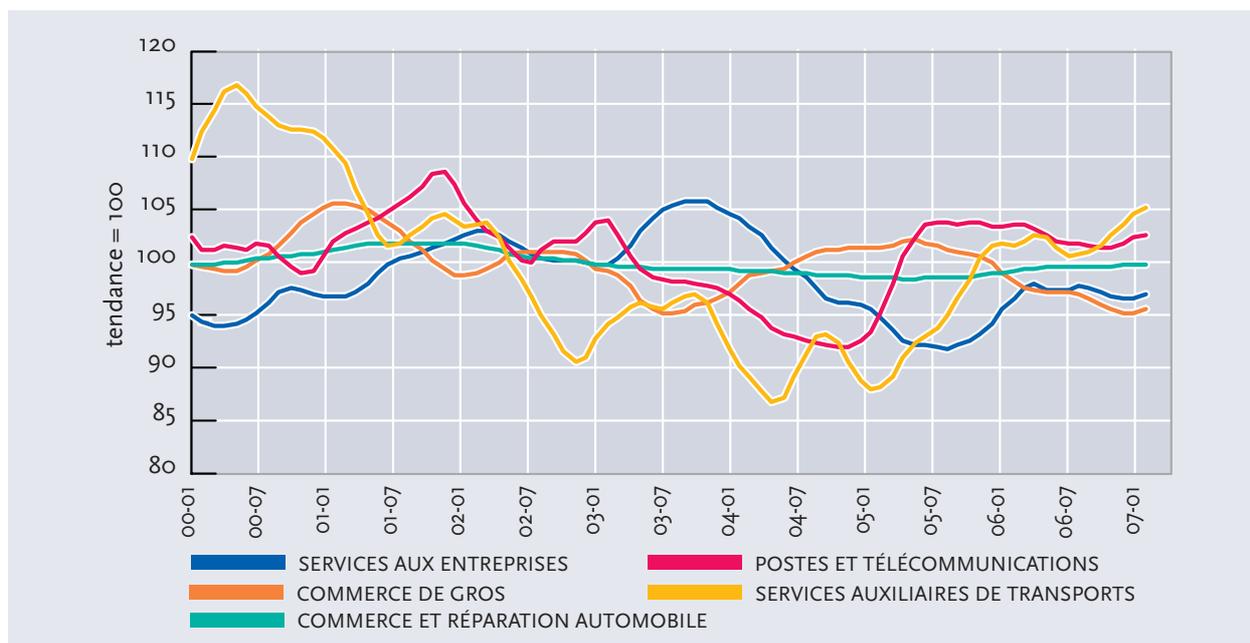
Le graphique 8 montre l'évolution du cycle conjoncturel du chiffre d'affaires de l'ensemble des services comparée à celle de l'industrie à Bruxelles. La comparaison repose sur les statistiques de chiffres d'affaires établies sur base des déclarations mensuelles de TVA. Le SPF Economie ventile ces déclarations entre les établissements régionaux de chaque entreprise déclarante. Ici, les données ont été préalablement déflatées, désaisonnalisées et lissées.

Comme dans la version précédente du baromètre trimestriel de Bruxelles, il ressort d'abord assez clairement que l'amplitude des fluctuations conjoncturelles est moins prononcée dans les services que dans l'industrie. De plus, la fréquence plus élevée de creux et de pics locaux dans les services suggère que les cycles conjoncturels dans les services sont plus courts que dans l'industrie. Par ailleurs, les variations conjoncturelles industrielles et tertiaires s'écartent souvent l'une de l'autre et les orientations à la baisse ou la hausse ne coïncident pas.

On observe quand même - à la fois dans l'industrie au début de 1999 et dans les services dès la fin de 1998 - le retournement conjoncturel important qui annonce la période de croissance économique forte du début des années 2000. Quant aux années de croissance économique plus morose à Bruxelles en 2004 et en 2005, elles semblent coïncider avec une conjoncture industrielle pourtant favorable. Mais les services restent prépondérants et leur cycle conjoncturel ne s'est pas amélioré avec la même intensité. En outre, en 2006, le cycle est orienté à la baisse, tant dans le secteur secondaire que tertiaire. Cette évolution confirme le ralentissement de l'activité du second semestre de 2006 déjà évoqué plus haut (cf. chapitre 1).

Quant aux évolutions de ces trois derniers mois, elles confirment le retournement positif dans les services dès le début de cette année 2007. Cette reprise est donc bien compatible avec l'évolution de notre indicateur avancé présenté dans la première partie de ce baromètre.

GRAPHIQUE 9: Cycle conjoncturel du chiffre d'affaires réel dans les principales branches de services



Source: SPF Economie-DGSIE, calculs propres.

Le graphique 9 détaille quelque peu l'évolution du cycle conjoncturel depuis 2000 dans les branches de services les plus importantes pour Bruxelles. Ces branches sont, dans l'ordre de leur apport au volume du chiffre d'affaires bruxellois : les services aux entreprises, le commerce de gros, le commerce et réparation automobile, les postes et télécommunications et finalement, les services auxiliaires de transports.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires du plus petit secteur sur notre graphique, à savoir le secteur "services auxiliaires de transport" (agences de voya-

ges et autres), les données TVA fournies par le SPF Economie ont été modifiées, entraînant une diminution du cycle conjoncturel de janvier-février 2005 plus marquée que dans la publication précédente. Ensuite, ce cycle remonte doucement pour terminer à la hausse en février 2007.

Un autre constat différencie nos conclusions de celles du dernier baromètre : cette fois, l'ensemble des principales branches bruxelloises présentent un cycle orienté à la hausse depuis le début de l'année 2007, en ligne avec la reprise évoquée dans la première partie de cette publication.

2.4. Marché du travail

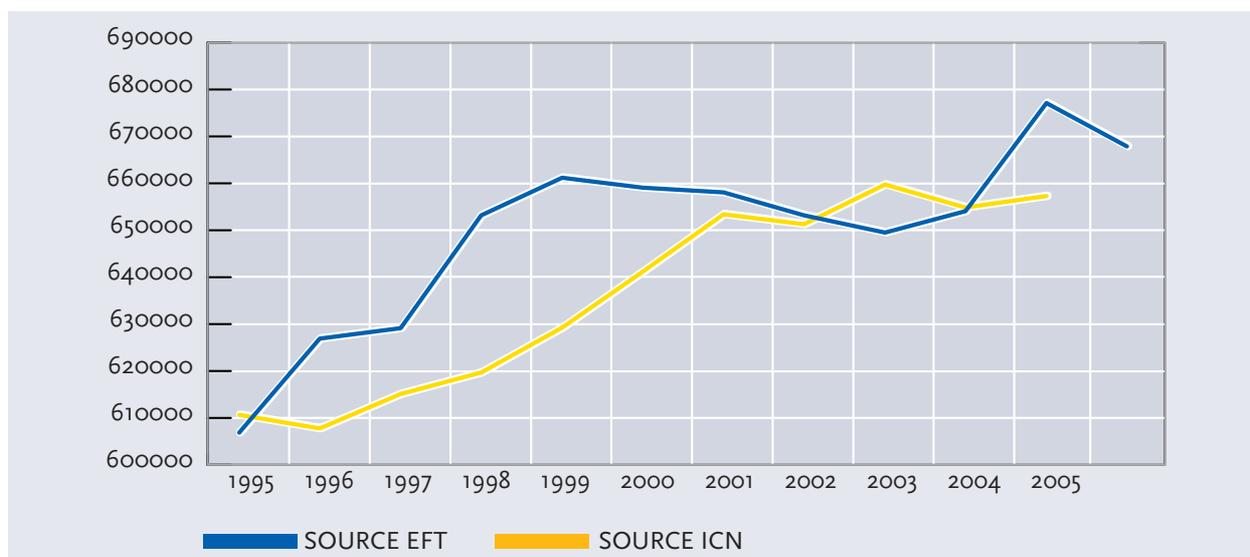
• Emploi intérieur

TABLEAU 4: Evolution de l'emploi intérieur

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2003	4 070 419 (0,01)	649 273 (-0,50)
2004	4 139 174 (1,68)	653 808 (0,68)
2005	4 235 310 (2,32)	676 590 (3,40)
2006	4 262 883 (0,65)	667 495 (-1,34)

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT).

GRAPHIQUE 10: Evolution de l'emploi intérieur



Source: ICN, SPF Economie-DGSIE (EFT).

L'évolution de l'emploi intérieur est présentée dans le graphique 10. La Région bruxelloise a enregistré sa plus forte progression à la fin des années 90 et au début des années 2000, période pendant laquelle sa croissance a été très soutenue. En 2005, dernier chif-

fre disponible selon la comptabilité de l'ICN, la Région bruxelloise comprenait 656 959 postes de travail sur son territoire, ce qui correspond à environ 15% de l'emploi national, contre 654 581 en 2004, soit une progression de 0,3%.

• Taux d'activité

TABLEAU 5: Comparaison du taux d'activité en % de la population de 15 à 64 ans

	UE-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	69,7	64,8	63,9
2003	70,1	64,9	63,1
2004	70,6	65,9	64,3
2005	71,0	66,7	65,7
2006	n.d	66,5	64,9

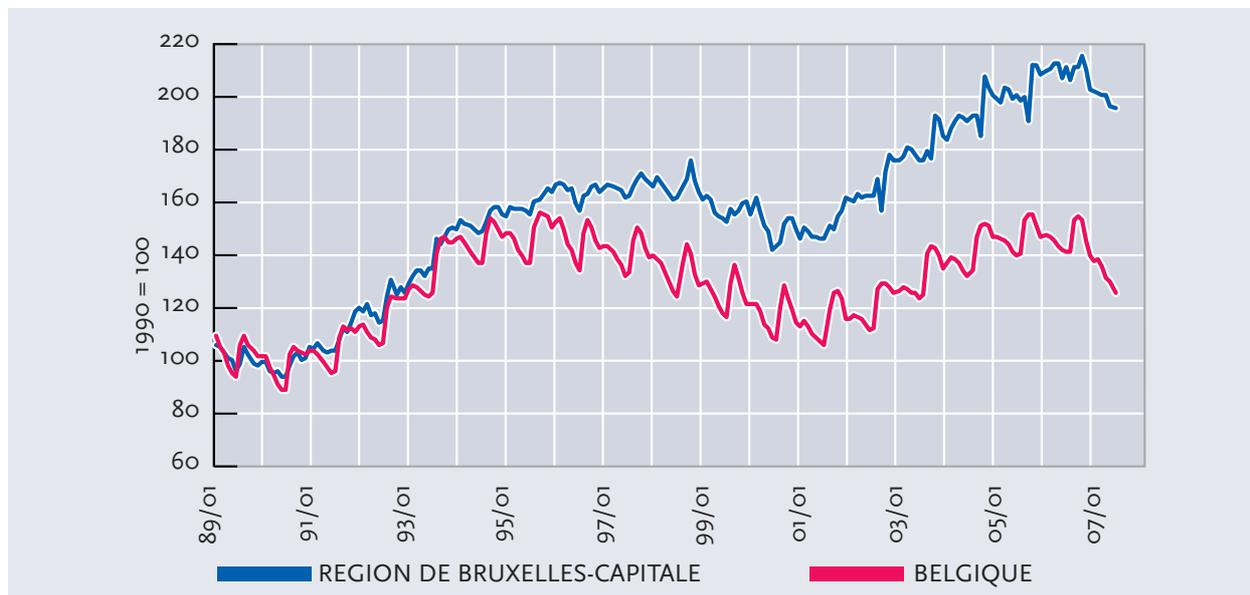
Source: Eurostat et SPF Economie-DGSIE.

Le taux d'activité est un indicateur qui permet d'apprécier le degré de participation de la population de 15 à 64 ans au marché du travail. Un degré de participation élevé conditionne la croissance potentielle d'une économie, la viabilité du système de pension par répartition et plus généralement

du système de sécurité sociale. La Région de Bruxelles-Capitale connaît à cet égard une évolution plutôt favorable même si elle a enregistré une légère baisse en 2006. Ainsi, depuis 2002, l'écart entre le niveau régional et européen s'est considérablement réduit.

• Chômage

GRAPHIQUE 11: Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)



Source: ORBEm.

TABLEAU 6: Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2006-I	587 760	98 291
2006-II	573 307	97 074
2006-III	621 764	98 504
2006-IV	570 214	95 062
2007-I	547 034	93 122
2007-II	511 873	91 313

Source: ORBEm.

TABLEAU 7: Taux de chômage (données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-III	13,0%	20,3%
2005-IV	12,5%	21,2%
2006-I	12,3%	21,4%
2006-II	12,0%	21,0%
2006-III	13,0%	21,4%
2006-IV	11,9%	20,7%
2007-I	11,4%	20,3%
2007-II	10,7%	19,9%

Source: ORBEm.

Depuis 1994, la RBC connaît une évolution du nombre de DEI sensiblement plus défavorable qu'au niveau national. Bien que de 1996 jusqu'au début des années 2000, l'évolution était plutôt positive pour les deux niveaux, 2002 a marqué la fin de ce cycle. De façon concomitante, le chômage a progressé dans le Royaume et à Bruxelles mais de manière nettement plus marquée dans la Région. La structure même de l'économie bruxelloise et l'inadéquation des qualifications sur son marché du travail sont des facteurs qui expliquent en partie cette situation. En effet, l'accentuation de la spécialisation des nouveaux postes de travail créés dans le secteur des services nécessite une offre de travail de plus en plus qualifiée. Ainsi, en RBC, 82% des emplois sont occupés par des personnes qualifiées² alors même qu'elles sont sous représentées dans la population active bruxelloise (73%). Le graphique 12 permet d'illustrer cette situation. L'indicateur d'inadéquation des qualifications présenté se définit comme le rapport entre la part de l'emploi qualifié³ dans l'emploi intérieur total et la part de la population active bruxelloise qualifiée dans la population active bruxelloise. La Région bruxelloise présente un indicateur systématiquement supérieur aux deux autres régions pour la période sous-revue. Bien qu'il connaisse des variations, cet

TABLEAU 8: Taux de chômage*
(données d'enquête)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	6,6%	13,0%
2002	7,6%	14,7%
2003	8,2%	15,7%
2004	8,5%	15,9%
2005	8,5%	16,5%
2006	8,3%	17,7%

* Selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

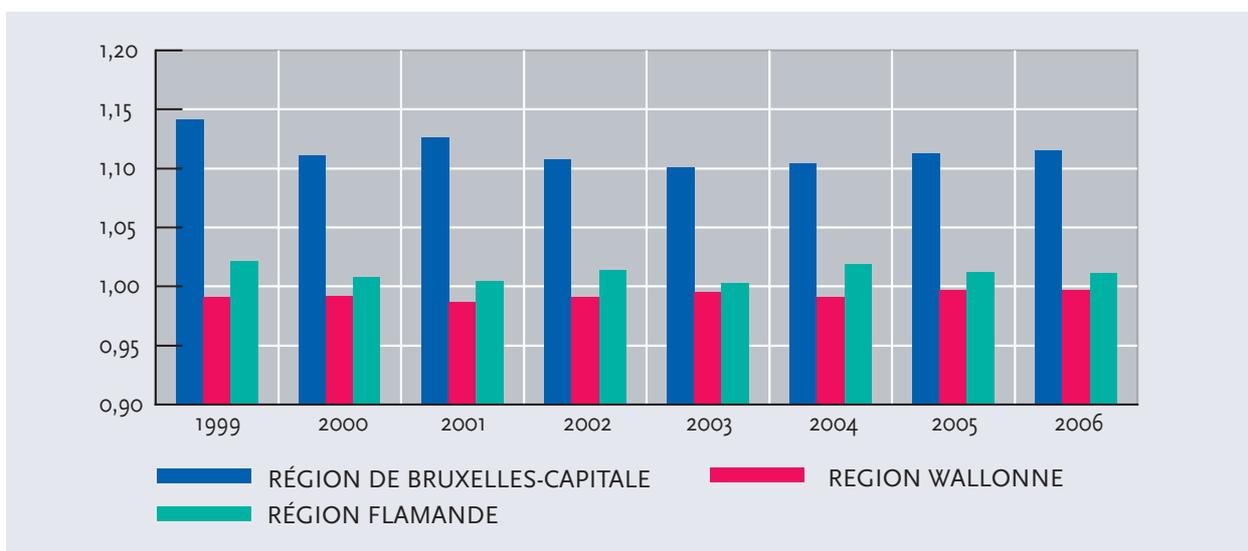
Source: SPF Economie-DGSIE (EFT).

indicateur, de nature plus structurelle, reste relativement stable au cours du temps.

Par ailleurs, un effet d'éviction des travailleurs peu qualifiés par les travailleurs qualifiés joue également en défaveur des chômeurs peu qualifiés bruxellois⁴.

Toutefois, dans une perspective plus conjoncturelle, depuis le début de l'année 2007, le chômage bruxellois de source administrative semble quelque peu en recul. Alors qu'il avoisinait les 21% fin 2006, il est sous la barre des 20% en juin 2007.

GRAPHIQUE 12: Indice d'inadéquation des qualifications sur le marché du travail bruxellois



Source: SPF Economie-DGSIE (EFT). Calculs propres.

- 2 Par personne qualifiée on entend une personne disposant au minimum d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.
- 3 Par emploi qualifié, on considère un emploi pourvu par une personne disposant au minimum d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.
- 4 Pour une analyse complète de cette problématique, voir Devillé H., "Evolutions récentes des structures et de la flexibilité des emplois dans la Région de Bruxelles-Capitale", Edition Iris, 2005.

• Emploi en Région bruxelloise

TABLEAU 9: Emploi en Région bruxelloise par région de résidence des travailleurs (données d'enquête)

	Nombre de résidents bruxellois travaillant en RBC	Nombre de résidents flamands travaillant en RBC	Nombre de résidents wallons travaillant en RBC
2003	298 541 (45,98%)	223 714 (34,46%)	127 018 (19,56%)
2004	309 357 (47,32%)	219 382 (33,55%)	125 069 (19,13%)
2005	312 591 (46,20%)	235 536 (34,81%)	128 463 (18,99%)
2006	311 403 (46,65%)	229 705 (34,41%)	126 387 (18,93%)

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT), calculs propres.

Le tableau 9 donne une image de l'évolution de l'emploi à Bruxelles par origine régionale des travailleurs. Il permet d'appréhender le poids prépondérant des navettes dans l'emploi bruxellois. Depuis 1999, les navettes flamandes entrantes sont tendanciellement en recul alors que les navettes wallonnes semblent

relativement stationnaires. Par ailleurs, l'emploi à Bruxelles occupé par des bruxellois est en nette progression. Il y a lieu toutefois de rester prudent dans l'interprétation de ces résultats. Ceux-ci proviennent de l'enquête sur les forces de travail dont les résultats peuvent être assez volatils d'une année à l'autre.

2.5. Recherche et développement

TABLEAU 10 : Evolution des dépenses privées de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique

Dépenses privées de R-D (% du PIB)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	1,37%	0,61%
2003	1,31%	0,57%
2004*	1,28%	0,58%
2005*	1,24%	n.d

* Sur base d'estimations Eurostat.

Source: Belspo, BNB, Eurostat.

L'innovation et la R-D contribuent, entre autres, à la croissance économique, à la compétitivité et à l'emploi. C'est pourquoi, un des objectifs européens de Lisbonne est d'encourager les pays de l'UE à consacrer 3% du PIB aux dépenses en R-D en 2010, dont deux tiers devrait provenir du secteur privé.

Comme le montre le tableau 10, en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique, la proportion des dépenses privées de R-D par rapport au PIB ne cesse de diminuer. Une telle diminution ne s'observe pas qu'en Belgique, bien qu'en France et en Allemagne, ces dépenses augmentent progressivement et qu'elles se maintiennent de façon relativement constante dans l'UE-15. Au vu des chiffres nationaux et régionaux, l'objectif européen semble encore bien loin.

En ce qui concerne les investissements des entreprises en R-D, la différence de niveau entre Bruxelles-Capitale et la Belgique résulte en partie de la composition sectorielle de la région. Compte tenu des taux d'investissement par branche réalisés à Bruxelles, le taux global d'investissement en R-D de la Région serait plus élevé que celui de la Belgique, à composition sectorielle identique au Royaume.

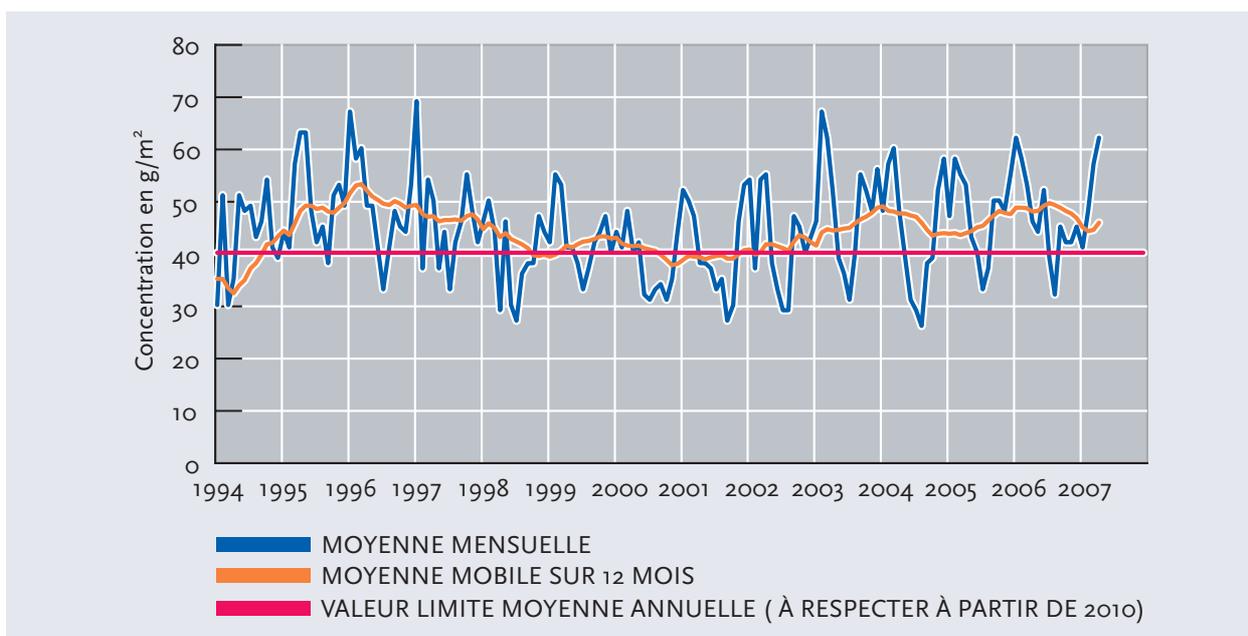
2.6. Environnement*

• Qualité de l'air

Comme dans les autres régions urbanisées, trois polluants posent principalement problème en termes de respect de normes européennes, à savoir, les particules fines (PM₁₀), l'ozone troposphérique et le dioxyde d'azote (NO₂). Ce dernier polluant est nocif pour l'appareil respiratoire et particulièrement pour les personnes asthmatiques ou souffrant de maladies pulmonaires. Il contribue également à la formation d'ozone dans l'air ambiant (pollution photochimique) ainsi qu'à l'acidification de l'environnement.

La pollution par le NO₂ est liée aux émissions d'oxydes d'azote produites lors des processus de combustion à haute température. Ces émissions se partagent entre les transports (44%), la consommation énergétique des logements (24%), du secteur des services (12%), et dans une moindre mesure des industries (3%) ainsi que l'incinération (15% avant que ne soit installé un système de dépollution diminuant très fortement les émissions d'oxydes d'azote) et les processus industriels (1%) (données 2005).

GRAPHIQUE 13: : Concentration en NO₂ à la station de Molenbeek (1994-2007)



Source: Institut Bruxellois pour la Gestion de l'environnement.

Le graphique 13 présente la concentration en NO₂ à la station de Molenbeek, station choisie pour sa localisation urbaine. L'analyse du graphique nous révèle que les concentrations en NO₂ se maintiennent à un niveau relativement constant à travers le temps et souvent supérieur à la future norme européenne.

Le respect de cette norme, d'application à partir de 2010, sera donc difficile à atteindre sans mener

une politique volontariste et de longue haleine portant notamment sur la réduction du trafic routier, le renouvellement du parc automobile (renforcement des normes à l'émission pour les NO_x imposé pour les moteurs diesel à partir de 2014), la diminution de la consommation énergétique au niveau des logements, des bureaux et des entreprises, l'équipement des chaudières avec des brûleurs «Low-NO_x».

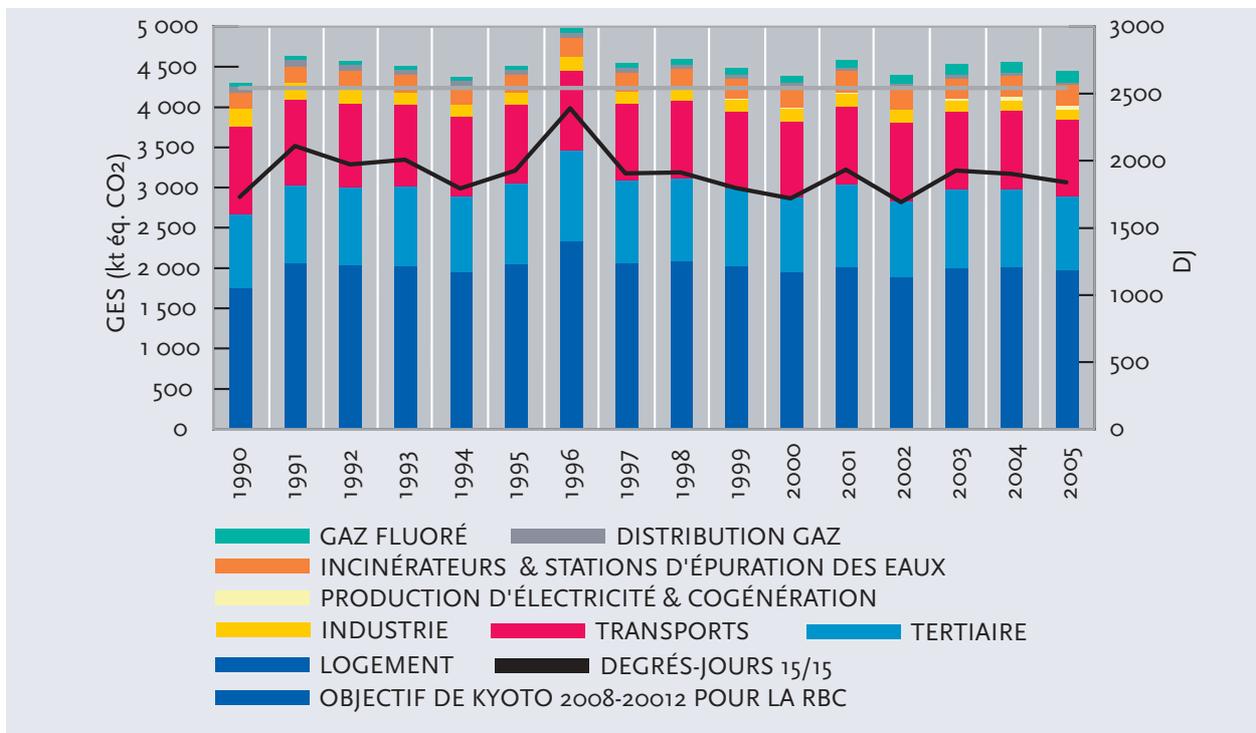
* Ce chapitre est une synthèse d'une note réalisée par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

• Emission de gaz à effet de serre

Dans le cadre du respect du protocole de Kyoto, la Belgique doit diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 7,5% entre 1990 et 2008-12. Suite à la répartition de cet objectif entre les 3 Régions, la Région bruxelloise ne peut augmenter ses émissions de plus de 3,475% au cours de la même période.

Le dioxyde de carbone(CO₂) est de loin le principal gaz à effet de serre émis sur le territoire régional. Il provient principalement, en 2005, du chauffage des bâtiments (secteur tertiaire 23%, logement 49%), du transport (19%) et de l'industrie (6%) comptabilisant principalement les émissions de l'incinérateur de Neder-Over-Heembeek et de la station d'épuration d'eau située au Sud de Bruxelles.

GRAPHIQUE 14: : Emission de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale en 2005 (en Kt d'équivalents CO₂)



Source: Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

Le climat d'une année peut se mesurer en Degrés-Jours⁵ annuels, indicateur de jours de chauffe. Plus ce nombre est élevé, plus l'année aura été froide et donc plus la demande en chauffage aura été importante, rendant compte d'émissions plus importantes de gaz à effet de serre (et inversement).

En Région bruxelloise, les émissions totales de GES (hors gaz fluorés) ont augmenté de 3,5% de 1990 à 2005. Cette augmentation est principalement le fait des

secteurs résidentiel et tertiaire. Dès lors, afin d'atteindre l'objectif fixé dans le cadre des objectifs de Kyoto, la Région concentre en partie ses efforts sur l'efficacité énergétique des bâtiments par le biais d'incitants financiers et de primes à la rénovation mais aussi par des actions de sensibilisation et de promotion de comportement générant des émissions moindres. Ces efforts seront renforcés par l'entrée en vigueur prochaine de l'ordonnance transposant la directive relative à la performance énergétique des bâtiments (2002/91/CE).

⁵ Degré-jour = différence (exprimée en degrés centigrades) entre la température moyenne d'un jour déterminé et une température de référence en général 15°C. On parle de DJ 15/15. Les températures moyennes supérieures à la température de référence ne sont pas comptabilisées. Pour une période donnée (mois, année), on effectue la somme des degrés-jours de la période.

3. Caractéristiques de Bruxelles

TABLEAU 11: Population : nombre d'habitants au 1er janvier et taux de croissance annuel

	Belgique		RBC		Région Flamande		Région Wallonne	
	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)
1990	9.947.782		964.385		5.739.736		3.243.661	
2000	10.239.085		959.318		5.940.251		3.339.516	
1990-2000		0,29		-0,05		0,34		0,29
2005	10.445.852		1.006.749		6.043.161		3.395.942	
2000-2005		0,40		0,97		0,34		0,34
2006	10.511.382		1.018.804		6.078.600		3.413.978	
2005-2006		0,63		1,20		0,59		0,53
2010	10 595 710		1.024.644		6.116.234		3.454.832	
2006-2010		0,20		0,14		0,15		0,30

Source: Bureau Fédéral du Plan.

Depuis le début des années 2000, la croissance démographique au sein de la Région bruxelloise est sensiblement supérieure à celles des deux autres régions. Le cap du million d'habitants a été atteint

en 2004. Selon les projections du Bureau Fédéral du Plan, cette croissance du nombre d'habitants deviendrait inférieure à Bruxelles par rapport à la Flandre et à la Wallonie en 2010.

TABLEAU 12: Spécialisation sectorielle: évolution de l'emploi durant la période 1995-2005

Branche	Belgique (% croissance 1995-2005)	RBC (% croissance 1995-2005)	Belgique (2005 %)	RBC (2005 %)
Agriculture, pêche, forêt, et industries extractives	-22,7%	19,8%	2,1%	0,1%
Industrie manufacturière, énergie et construction	-8,1%	-17,8%	20,6%	9,2%
Commerce	5,8%	-8,2%	14,3%	11,5%
Horeca	4,8%	13,1%	3,5%	3,9%
Transports et communications	6,7%	8,3%	6,9%	8,4%
Activités financières	-6,3%	3,3%	3,3%	10,0%
Immobilier, location et services aux entreprises	48,2%	25,3%	15,5%	17,2%
Administration publique et éducation	7,9%	15,0%	17,7%	24,2%
Santé et action sociale	32,7%	23,6%	11,2%	8,5%
Services collectifs, sociaux et personnels et services domestiques	7,0%	5,8%	5,0%	6,9%
Total	8,9%	7,6%	100,0%	100,0%

Source: ICN.

La croissance de l'emploi intérieur en Région de Bruxelles-Capitale adopte un profil similaire à celui du niveau national, exception faite des secteurs "commerce" et "activités financières". En effet, alors que le secteur "commerce" est en progression au niveau national ainsi que dans les deux Brabant, on observe une situation inverse au niveau régional. A l'opposé, le secteur des "activités financières" est en décroissance au niveau national et en croissance au niveau régional.

A Bruxelles, les secteurs qui pèsent le plus en termes d'emplois sont les secteurs "administration

publique et éducation", "immobilier, location et services aux entreprises" et "commerce". Dans le Brabant flamand, l'emploi se concentre principalement dans les secteurs "immobilier, location et services aux entreprises", "commerce" et "industrie manufacturière, énergie et construction". Quant aux secteurs les plus porteurs d'emplois dans le Brabant wallon, il s'agit des mêmes secteurs que pour le Brabant flamand mais dans un ordre un peu différent, à savoir : "Immobilier, location et services aux entreprises", "commerce" et "industrie manufacturière, énergie et construction".

TABLEAU 13: Paradoxe du bien-être

PIB par habitant (Indices Belgique = 100)			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2005	197	99	73
Revenu moyen par habitant (Indices Belgique = 100)*			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2004**	86	107	93
Répartition de l'emploi bruxellois selon le domicile du travailleur (%)			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2006	46,7	34,4	18,9
Déclarations de revenus en dessous de la moyenne* (Parts)			
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale	
2004**	3575539 (66,59%)	302473 (67,11%)	

* On entend par revenu le revenu net imposable.

** Année d'exercice.

Source: ICN, SPF Economie-DGSIE.

L'indice du PIB par habitant est quasiment deux fois plus élevé en Région de Bruxelles-Capitale qu'en Belgique. Si on compare cet indice au revenu moyen par habitant, on se rend compte du paradoxe du bien-être à Bruxelles. En effet, le revenu moyen par habitant se trouve sous la moyenne belge. Les navetteurs constituent l'un des facteurs qui expliquent ce paradoxe du bien-être car seuls

46,7% des emplois dans la Région sont occupés par des Bruxellois. Les autres emplois bruxellois sont occupés par des Flamands (34,4%) et par des Wallons (18,9%). L'inégalité des revenus en Région de Bruxelles-Capitale est également plus forte qu'en Belgique dans son ensemble: le nombre de déclarations de revenus sous la moyenne y est de 67,11%, contre 66,59% pour la Belgique.

TABLEAU 14: Paradoxe du marché du travail

Part des emplois occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (%) *				
	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2005	36,8		51	
2006	37,5		51,9	
Part des personnes peu qualifiées dans le chômage (%) **				
	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2005	42,3		46	
2006	42,1		43,6	
Taux de chômage: total et jeunes (15-24) (%) ***				
	Belgique (total)	Belgique (jeunes)	RBC (total)	RBC (jeunes)
2005	8,5	21,5	16,5	35,0
2006	8,3	20,5	17,7	35,5

* Par enseignement supérieur, on entend formation supérieure (après études secondaires).

** Par peu qualifié, on entend niveau d'enseignement secondaire inférieur au maximum.

*** Selon le Bureau international du Travail, la définition du chômage est basée sur l'Enquête sur les forces de travail (EFT). Sont considérées comme "chômeurs" toutes les personnes âgées de 15 ans et plus qui au cours de la période de référence (les 4 semaines précédant l'enquête) sont: sans emploi, disponibles sur le marché de l'emploi et à la recherche active d'un emploi.

Source: SPF Economie - DGSIE.

En Région bruxelloise, les emplois créés requièrent majoritairement un haut degré de qualification. Ainsi en 2006, près de 52% des emplois étaient pourvus par des personnes disposant d'un diplôme supérieur au minimum. Au niveau du Royaume, ce constat n'est pas vérifié puisque seulement 36,8% des emplois sont occupés par des personnes détenant un diplôme supérieur.

Par ailleurs, 43,6% des chômeurs de la région sont peu qualifiés, les autres 56,4% étant considérés comme qualifiés. Ceci dénote une situation plutôt paradoxale sur le marché du travail bruxellois. Il faut toutefois rester prudent dans les conclusions car la classification dichotomique qualifié-peu qualifié reste arbitraire et ne prend pas en compte l'appariement entre le diplôme qualifiant et les emplois vacants ou encore la problématique linguistique propre à la RBC.

TABLEAU 15: Innovation et entrepreneuriat

Part de personnel R-D dans l'emploi (% total)			
	Belgique	RBC	UE-15
2002	1,80	3,65	1,60
2003	1,81	3,62	1,60
Nombre de demandes de brevets * (par million d'habitants)			
	Belgique	RBC	UE-15
2002	140,80	120,40	157,36
2003	144,49	n.d.	161,39
Taux net de création d'entreprises **			
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale	
2003	0,20 %	0,22 %	
2004	1,50 %	2,68 %	
2005	1,86 %	3,03 %	

* Les chiffres concernent uniquement les demandes auprès de l'Office Européen des Brevets.

** Le taux de création net est le rapport entre le nombre d'entreprises créées au cours d'une année et le nombre total d'entreprises de l'année précédente.

Source: Eurostat (2006), Ecodata SPF Economie-DGSIE.

En Europe, la compétitivité globale potentielle repose en partie sur un environnement entrepreneurial et technologique favorable. A cet égard, la recherche et la création d'entreprise sont déterminantes.

En ce qui concerne la recherche, la Région de Bruxelles-Capitale dispose d'importants centres de recherche universitaires et de sièges sociaux d'entreprises actives en R-D. La part de personnel R-D dans l'emploi y est le double de celle du pays et supérieure à la moyenne de l'UE-15 (3,62%).

Au niveau de la dynamique d'entreprises, au cours de la période 1999-2003, le nombre d'entreprises actives, en Région de Bruxelles-Capitale,

a continuellement baissé. Toutefois, on constate une relance amorcée en 2004 qui se prolonge en 2005 où le taux de création net est largement supérieur en région bruxelloise qu'au niveau national, marquant ainsi une dynamique plus prononcée du processus création-destruction qu'en moyenne dans le pays.

Le nombre de demandes de brevets d'entreprises situées à Bruxelles et en Belgique reste faible. Pourtant, les brevets sont une mesure de protection donnée au(x) créateur(s) d'une invention, ce qui ajoute de la valeur aux actifs intangibles d'une entreprise. Il s'agit d'un indicateur d'opportunités technologiques susceptible d'être amélioré à Bruxelles et en Belgique.

TABLEAU 16: Situation des établissements et infrastructures

Prix des bureaux *, euro/m ² /année (croissance par rapport au trimestre précédent)			
	Londres (City)	Amsterdam	RBC
2007 - 1 ^{ère} trimestre	956,5 (0,1%)	330 (1,5%)	295 (1,7%)
Taux de disponibilité marché du bureau **			
	Europe	Amsterdam	RBC
2006 - 4 ^{ème} trimestre	8,8 (8,7%)	14,8 (10,6%)	10 (10,5%)
Place dans classement européen en terme d'accessibilité des transports ***			
	Londres	Amsterdam	RBC
2005	1	4	5
2006	1	4	5
Place dans le classement en terme de qualité de vie ****			
	Londres	Amsterdam	RBC
2006	39	13	14
2007	39	13	14

* Il s'agit ici du "prime rent": loyer que l'on peut demander sur le marché ouvert pour un logement haut de gamme, qui fait au moins 500m². Pour la RBC, 4^{ème} trimestre 2006.

** Le taux de disponibilité est exprimé comme la proportion entre le nombre de m² d'espaces de bureau non-loués et le nombre total de m² d'espaces bureaux.

*** Indice composé de 24 villes et réalisé par Cushman & Wakefield.

**** Classement réalisé par Mercer Human Resource Consulting (2007).

Source: Jones Lang LaSalle (2007), Cushman & Wakefield (2006), European Cities Monitor 2006.

Au dernier trimestre 2006, les prix de l'immobilier de bureau en Région Bruxelloise ont crû d'environ 1,7% selon Jones Lang LaSalle, poussé en partie par la demande dans le secteur bancaire et financier. Cette augmentation s'inscrit dans la hausse continue sur le marché européen. Sur les douze mois passés, le prix des bureaux en location a crû de 8,7% en Europe, soit la plus forte hausse depuis le troisième trimestre 2001. Toutefois, les prix des bureaux à Bruxelles (295 EUR/m²/an) sont loin d'atteindre les prix de Paris (730 EUR/m²/an) ou encore de Londres (956,5 EUR/m²/an). Le marché bruxellois des

espaces de bureau présente un taux de disponibilité un peu plus élevé (10,5%) que dans les autres grandes villes européennes, ce qui permet d'éviter une surchauffe de ce marché en cas de hausse de l'économie. Par ailleurs, Bruxelles occupe la cinquième place sur 30 grandes villes européennes en ce qui concerne l'accessibilité du transport (2006). De plus, Bruxelles se positionne en quatorzième place, juste derrière Amsterdam, dans le classement mondial sur la qualité de vie pour les expatriés réalisé par le cabinet Mercer Human Consulting.

TABLEAU 17: Fonction centrale

Taux de croissance du produit intérieur brut à prix courants			
	Brabant Flamand	Brabant Wallon	RBC
2003	3,8 %	2,4 %	1,9 %
2004	6,9 %	8,7 %	5,1 %
2005	3,3 %	4,4 %	2,3 %

Source: ICN, calculs propres.

Durant la décennie écoulée, la croissance de la valeur ajoutée brute a pratiquement toujours été plus forte dans la périphérie bruxelloise que dans la Région elle-même. La baisse générale enregist-

trée en 2005 ne contredit en rien le constat : comme le montre le tableau 17, le taux de croissance du PIB de la périphérie reste supérieur à celui de la Région.

Liste des tableaux

TABLEAU 1	Evolution du cours de change de l'US dollar par rapport à l'Euro	10
TABLEAU 2	Taux de croissance annuelle du PIB à prix constants : comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'Union européenne	12
TABLEAU 3	Evolution de l'indice des prix à la consommation	13
TABLEAU 4	Evolution de l'emploi intérieur	16
TABLEAU 5	Comparaison du taux d'activité en% de la population de 15 à 64 ans	17
TABLEAU 6	Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (données administratives)	18
TABLEAU 7	Taux de chômage (données administratives)	18
TABLEAU 8	Taux de chômage (données d'enquête)	19
TABLEAU 9	Emploi en Région bruxelloise par région de résidence des travailleurs (données d'enquête)	20
TABLEAU 10	Evolution des dépenses privées de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	20
TABLEAU 11	Population : nombre d'habitants au 1er janvier et taux de croissance annuel	23
TABLEAU 12	Spécialisation sectorielle: évolution de l'emploi durant la période 1995-2005	23
TABLEAU 13	Paradoxe du bien-être	24
TABLEAU 14	Paradoxe du marché du travail	25
TABLEAU 15	Innovation et entrepreneuriat	26
TABLEAU 16	Situation des établissements et infrastructures	27
TABLEAU 17	Fonction centrale	27

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1	Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale	6
GRAPHIQUE 2	Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale	7
GRAPHIQUE 3	Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 – 2007	8
GRAPHIQUE 4	Evolution du PIB en volume chaîné	9
GRAPHIQUE 5	Evolution du prix du pétrole brut	10
GRAPHIQUE 6	Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie et en Belgique	13
GRAPHIQUE 7	Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	14
GRAPHIQUE 8	Cycle conjoncturel du chiffre d'affaires réel dans les services et dans l'industrie	15
GRAPHIQUE 9	Cycle conjoncturel du chiffre d'affaires réel dans les principales branches de services	16
GRAPHIQUE 10	Evolution de l'emploi intérieur	17
GRAPHIQUE 11	Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)	18
GRAPHIQUE 12	Indice d'inadéquation des qualifications sur le marché du travail bruxellois	19
GRAPHIQUE 13	Concentration en NO ₂ à la station de Molenbeek (1994-2007)	21
GRAPHIQUE 14	Emission de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale en 2005 (en Kt d'équivalents CO ₂)	22